



VILLE DE SAINTE-ADÈLE

AVIS PUBLIC – SECONDE PUBLICATION

AVIS est donné, que la Ville de Sainte-Adèle entend se prévaloir des dispositions de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) pour la partie de voie ci-dessous énumérée :

DISPOSITIONS LÉGALES

L'ARTICLE 72. Toute voie ouverte à la circulation publique depuis au moins 10 ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités prévues au présent alinéa, soit :

1° la municipalité adopte une résolution identifiant la voie concernée, soit par sa désignation cadastrale lorsque son assiette correspond à celle d'un ou de plusieurs lots entiers du cadastre en vigueur, soit, dans le cas contraire, par une description technique préparée par un arpenteur-géomètre ;

2° le cas échéant, une copie de la description technique, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité ;

3° la municipalité fait publier deux fois, dans un journal diffusé sur son territoire, un avis contenant :

- a) le texte intégral du présent article ;
- b) une description sommaire de la voie concernée ;
- c) une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

La deuxième publication doit être faite après le 60^e et au plus tard le 90^e jour qui suit la première.

Lorsqu'une immatriculation est requise par la loi, la municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie devenue sa propriété par l'effet du présent article, ainsi que la partie résiduelle. Elle doit, en outre, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse sur le registre foncier, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale.

La municipalité publie au registre foncier une déclaration faisant référence au présent article, comportant la désignation cadastrale du terrain visé et indiquant que les formalités prévues aux trois premiers alinéas ont été accomplies.

Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit si le recours approprié n'est pas exercé devant le tribunal compétent dans les trois ans qui suivent la dernière publication prévue au paragraphe 3° du premier alinéa.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des 10 années précédentes.

LA VOIE CONCERNÉE PAR LE PRÉSENT AVIS EST :

- Rue Hibou-Blanc : lot 2 492 134 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Terrebonne – superficie de 2 521 mètres carrés ;

Les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) ont été accomplies.

Un premier avis a été publié le 20 août 2025.

Le conseil municipal de la Ville de Sainte-Adèle a adopté, lors de la séance ordinaire du 18 août 2025, la résolution 2025-375 identifiant la partie de voie concernée à acquérir.

FAIT À SAINTE-ADÈLE, ce 4 novembre 2025

Me Audrey Sénécal
Greffière et directrice des services juridiques
Directrice générale adjointe